



## AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 013 /ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/RC2/SPM/SBM/2025 POUR LA SELECTION DE DEUX (02) CONSULTANTS EN CHARGE DE LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE SUIVI ET LE RESPECT DU CAHIER DES CHARGES RELATIFS AUX TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE MISE EN SERVICE DES INFRASTRUCTURES DE RESEAU DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES HAUT DEBIT MOBILE (3G/4G/4G) DANS LES ZONES RURALES ( 362 LOCALITES) DANS LE CADRE DU PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE AU CAMEROUN (PATNUC).

DATE: 22 SEPT 2025

FINANCEMENT: IDA 69870-CM

## 1. CONTEXTE

Le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) qui résulte d'un accord entre le Gouvernement du Cameroun et la Banque mondiale a pour objectif d'accroître l'inclusion numérique et l'utilisation de solutions agricoles numériques par des petits exploitants agricoles acteurs des chaînes de valeur agricoles cibles. Ainsi, le PATNUC incarne l'approche de la transformation numérique, ciblant un secteur hautement stratégique pour le Cameroun tout en proposant de réformer le cadre réglementaire du secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Ce projet, avec son investissement dans la connectivité et les compétences numériques, soutient des interventions qui tirent parti des innovations numériques pour stimuler la croissance économique.

Le PATNUC est structuré autour de 4 composantes : (i) Stratégie, politique publique et réglementation numériques pour l'inclusion et la transformation numérique ; (ii) connectivité et inclusion numériques ; (iii) facilitation de l'implémentation des solutions numériques basées sur les données dans le secteur agricole ; et (iv) gestion du projet et l'engagement citoyen. Dans sa sous composante 2.1 : Extension des réseaux numériques dans le cadre d'une approche Maximisation du Financement pour doper le Développement (MFD), le projet ambitionne d'enclencher véritablement la connectivité numérique haut débit mobile dans les zones rurales non desservies par les opérateurs de téléphonie mobile (zones dites « zones blanches »), dans le cadre du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique Au Cameroun (PATNUC).

Pour le cas particulier de la connectivité numérique haut débit dans les zones rurales, cette procédure de consultation restreinte directe par « enchères inversées » détaillera la qualité de connectivité numérique requise pour un niveau minimal de service (téléphonie, accès à internet haut débit, possibilité d'effectuer du paiement mobile et autres services possibles...), et conduira à la sélection des soumissionnaires avec comme critère principal, la demande de subvention la plus basse.

Les projets de dossiers d'appels d'offres étant déjà élaborés et au regard de la consistance des travaux qui seront menés dans le cadre de cette activité, le PATNUC envisage la contractualisation d'une maîtrise d'œuvre afin de suivre techniquement les travaux et de s'assurer que les prestations produites seront en conformité avec le cahier de charge de ladite prestation.

## 2. OBJECTIFS DE LA MISSION

Le présent appel à soumissionner consiste à faire le suivi et contrôle de la conformité des travaux et la qualité des services de communication offerts dans le cadre de la connectivité en téléphonie et en internet mobile dans les zones rurales

## 3. MANDAT DU CONSULTANT

Dans le cadre de la présente prestation, le Consultant devra suivre, et contrôler la conformité des travaux et la qualité des services de communications électroniques large bande dans le cadre de la connectivité à internet haut débit dans les six (06) aéroports.

Il s'agira de :

- La validation de la conception du réseau de communications électroniques haut débit mobile 3G/4G dans les zones rurales ;
- La validation des architectures électriques pour le fonctionnement desdites infrastructures de télécommunications ;
- Le suivi de déploiement des sites conformément au chronogramme des opérateurs ;
- La vérification du respect du cahier des charges techniques par les opérateurs ;
- La vérification de couverture et de la qualité de service dans les localités concernées ;
- La vérification du respect des normes environnementales et sociales par les opérateurs et leurs sous-traitants sur le terrain ;
- La conduite des tests de fonctionnement des différents services prescrits aux différents opérateurs adjudicataires et l'assistance aux opérations de réception provisoire.

**NB:** Le soumissionnaire pourra proposer toute autre prestation de nature à valoriser son offre technique dans l'optique de satisfaire les besoins du maître d'ouvrage. En tout état de cause, la solution proposée devra répondre en tous points aux modalités de fonctionnement telles que décrites dans les présents termes de référence.

## 4. PORTÉE DES TRAVAUX

### 4.1 Services et Qualité de service

Les solutions attendues des opérateurs devront permettre, via la mise en place de la technologie 3G/4G, de fournir à minima les services suivants :

- Le service téléphonique (national et international) ;
- Le service d'accès à Internet avec un débit minimal descendant de 512 Kbit/s et un débit minimal ascendant de 128 Kbit/s
- Le service SMS.

Au-delà de la technologie 3G/4G requise dans le présent dossier d'appel d'offres des travaux d'infrastructure, les opérateurs adjudicataires auront obligation par ailleurs pour les lots 1, 2, 3 et 4 (voir point 13 : annexe), de mettre en place et d'exploiter des équipements permettant la fourniture de services 3G/4G (voix/SMS/data). Ils garderont par ailleurs la possibilité, s'ils le souhaitent, de mettre en œuvre la technologie 4G.

En particulier, compte-tenu des problématiques de comptabilité des terminaux, l'attention des soumissionnaires est attirée sur l'obligation, dans le cadre du présent appel d'offres, de mettre en œuvre

pour les lots 1, 2, 3 et 4 (voir point 13 : annexe) des équipements permettant pour les populations l'accès à un service 3G/4G.

#### 4.2 Équipements et sites radio

Pour les produits et solutions de station de base, dont les spécifications suivantes décrites dans le cahier des charges, il est important de noter que les maîtrises d'œuvre vont s'assurer du bon respect dudit cahier des charges et des normes environnementales et sociales par les opérateurs et leurs sous-traitants sur le terrain :

- 1) Les sites ruraux doivent être livrés clé en main. Les opérateurs fourniront une solution adaptée au milieu rural de bout en bout, qui comprend un pylône, un système solaire, une batterie, un RAN, une antenne, un contrôleur, un système de surveillance du RAN, un système de surveillance de la transmission, un système de surveillance de l'alimentation électrique et des produits connexes, etc. Et les opérateurs doivent fournir des documents de spécifications détaillées ;
- 2) Le site et les équipements doivent être installés et mis en service dans un délai n'excédant pas la durée d'exécution du projet ;
- 3) L'opérateur doit disposer du réseau d'accès radio, du réseau de transmission, du réseau central et d'autres éléments de réseau qui assurent le fonctionnement commercial du réseau de communication au Cameroun, afin de garantir que le réseau rural déployé dans le cadre du présent appel d'offres puisse accéder facilement au réseau existant et fournir des services de communication stables (voix et données).

Pour garantir la qualité du produit et l'expérience utilisateur, les principales composantes des sites ruraux devront répondre aux exigences suivantes :

##### 4.2.1 Spécifications du réseau d'accès radio (RAN)

- a) La solution de couverture rurale doit prendre en charge à minima les réseaux 3G et 4G et prendre en charge l'évolution progressive par mise à niveau logicielle, sans aucun changement de matériel, y compris le poteau ou la tour ;
- b) Type d'antenne : pour le village (population <2000), antenne minimale de 11 dBi Antenne Omni; pour le village (population >2000), antenne minimale de 15 dBi Antenne Cluster.
- c) Pour le village (population <2000), la configuration initiale est G4U1L1. Pour le village (Population >2000), la configuration initiale est G4U1L1. Toutefois, compte tenu de la croissance de la population du village et du nombre d'utilisateurs à l'avenir, le besoin de services augmentera. Par conséquent, la solution fournie par le soumissionnaire doit prendre en charge la mise à niveau vers G4U111 L111 uniquement par l'intermédiaire du logiciel sans changer ou ajouter de matériel afin d'éviter de multiples visites sur place.
- d) La solution proposée doit prendre en charge la redondance du contrôleur et la surveillance à distance du RAN pour l'analyse des performances du réseau et des services.
- e) Dans la configuration bi-mode, la consommation d'énergie de la solution proposée pour le petit village (Population<3k) ne devrait pas être supérieure à 150W et la consommation d'énergie de la solution proposée pour le grand village (Population>3k) ne devrait pas être supérieure à 420W, comprenant une unité de bande de base, une unité RF et une transmission ;
- f) Il est conseillé que la conception doit suivre la configuration, GSM 20W/TRX, UMTS 20w/Cell, LTE 20W/Cell.

#### 4.2.2 TRANSMISSION (Backhauling)

- a) La solution proposée doit supporter les micro-ondes, la distance de liaison doit supporter au moins 35 km ;
- b) Prise en charge de la surveillance à distance des micro-ondes, y compris la performance du réseau et l'analyse de service ;
- c) La solution proposée doit prendre en charge le backhaul avec VSAT en cas de besoin ;
- d) La solution proposée doit prendre en charge la fonction de relais LTE. Les fonctions suivantes doivent être prises en charge :
  - i. La distance de la solution de relais LTE devrait supporter jusqu'à 40 km avec la fonction NLOS ;
  - ii. La solution LTE Relay devrait prendre en charge le réglage de la QoS pour la gestion des priorités des services porteurs. Et la fonction QoS doit être décrite clairement ;
  - iii. La solution de relais LTE devrait prendre en charge l'accès au réseau sans carte SIM, la fiabilité de la solution doit être de classe opérateur, pas de classe consommateur ;
  - iv. La solution de relais LTE devrait prendre en charge l'exploitation et l'entretien avec les NMS existants (système de gestion de réseau) sans ajouter de système de gestion de réseau dédié supplémentaire ;
  - v. La solution LTE Relay devrait prendre en charge le découplage du réseau central, ce qui signifie qu'elle n'a pas besoin d'une mise à niveau logicielle ou matérielle ou d'un changement de configuration sur le réseau central, ce qui rend l'architecture réseau plus simple et plus facile pour le déploiement.

#### 4.2.3 SYSTEME ENERGETIQUE

- a) Toutes les batteries devraient être au lithium (cycle minimum de la vie de cycle 3500) ;
- b) Le panneau de picovolt de puissance de sortie maximum plus que 500W/PCs le système d'alimentation de l'énergie ;
- c) Le système énergétique doit offrir une autonomie de 48 heures en toute circonstance de fonctionnement, même en cas de coupure ;
- d) Power opérationnel est essentiel pour la gestion à distance et la gestion locale d'APPLI mobile :
  - i. Solaire visible et état de fonctionnement de la batterie : Calcul du rendement solaire, état des cellules, Groupe SOC / SOH, Dépannage rapide ;
  - ii. Test de batterie à distance sans aller à l'emplacement du site ;
  - iii. Diagnostic de défaut PV à distance sans aller sur l'emplacement du site ;
- e) La batterie doit avoir une conception anti-vol. L'entrée et la sortie de la batterie doivent être verrouillées.
- f) Chaque PV devrait être équipé d'un optimiseur pour réduire l'impact du blocage de la tour et s'assurer que l'entrée d'énergie solaire peut être déconnectée pendant l'entretien.

#### 4.2.4 INFRASTRUCTURE

- a) Tous les équipements d'alimentation seront installés sur la tour, la tour devrait pouvoir soutenir les panneaux solaires de 16 PCs et la batterie au lithium 500AH sur la tour ;
- b) La tour devrait avoir la conception d'Anti-montée. La conception du poteau doit suivre la norme ANSI/TIA-222-G, la conception de la résistance au vent devrait supporter 45m/s de vitesse du vent de base (durée de rafale de 3s), et la catégorie d'exposition de conception de la tour est C ;
- c) Inclinaison maximale est de 0.5° pour tous les mâts ;
- d) Fournissez la protection contre la foudre et la suite fondante, et la résistance fondante de site est moins de 10 ohms.

## 5. MISSION CONFIÉE A LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

Les prestations de la Maîtrise d'œuvre comprennent, le contrôle technique des travaux, objet des marchés à passer avec les entreprises pour la mise en service des infrastructures (actives et passives) de réseau de communications électroniques haut débit mobile 3G/4G dans les zones rurales.

Par ailleurs, la maîtrise d'œuvre assurera impérativement le contrôle des normes environnementales et sociales, notamment :

- S'assurer que tous les travailleurs ont un contrat de travail en bonne et due forme et conforme à la législation nationale et au cadre E&S du projet PATNUC ;
- S'assurer du bon respect des règles de sécurité et de la disponibilité des Equipements Individuels de Protection (EIP) ;
- S'assurer de la signature des codes de bonne conduite pour tous les travailleurs pour prévenir les risques d'Harcèlement Sexuel / Abus et Exploitation Sexuel (HS/AES).

Ces prestations comportent trois (03) missions :

- Mission 1. : Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution.
- Mission 2. : Direction de l'exécution des Contrats de travaux (DET), Ordonnancement, pilotage et coordination des chantiers (OPC).
- Mission 3. : Assistance aux opérations de réception.

### 5.1 Mission 1. : Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution

Ceci inclut :

**La validation des projets d'exécution :** La maîtrise d'œuvre est tenue de s'assurer de leur conformité avec le projet et veiller à ce que les variantes éventuellement prises en compte correspondent de manière effective à celles qui ont été retenues par le Maître d'Ouvrage.

Il doit systématiquement apposer son visa avec la mention « Bon pour approbation » ou « Bon pour exécution » selon le cas sur tous les documents ou plans produits par les entreprises avant ou pendant les travaux.

Les documents, approuvés par la Maîtrise d'Œuvre (MOE), devront avant toute exécution être revêtus du visa de l'Ingénieur du marché avec la mention « Bon pour exécution ».

L'analyse et la validation du calendrier prévisionnel des travaux à réaliser sur chacun des sites du périmètre et l'établissement des dossiers de synthèse nécessaire pour un bon déroulement des travaux ;

L'alerte de l'Ingénieur du marché de tout problème quant à l'exécution des travaux : Le mode de notification est de préférence la remise contre avis de réception daté et signé, à défaut l'envoi par correspondance formelle ou par tout moyen convenu lors du démarrage de la mission.

### 5.2 Mission 2. : Direction de l'exécution des Contrats de travaux, Ordonnancement, pilotage et coordination des chantiers. (DET, OPC)

- Le Consultant (MOE) assurera :

La supervision des réunions périodiques et la production des comptes rendus et rapports mensuels : Des réunions hebdomadaires seront organisées pour permettre au Chef Service du marché et à l'Ingénieur du marché de constater l'avancement des travaux suivis sur le terrain par la Maîtrise d'Œuvre et le Prestataire. D'autres réunions pourront également être organisées à la demande explicite du Chef de Service du marché ou de l'Ingénieur marché.

- L'organisation des réunions de chantier permanentes avec les équipes du prestataire du marché des travaux, et si possible en présence de l'Ingénieur du marché : La Maîtrise d'œuvre tiendra un journal de chantier où seront consignées toutes les constatations, aussi bien les siennes propres que celles

de tous les autres intervenants dans le suivi des travaux. Ce journal répertoriera également tous les Ordres de Service adressés aux Entreprises. Ces journaux deviendront la propriété du Maître d’Ouvrage, à qui ils seront remis en fin de chantier. Il est à noter que ces tâches sont dévolues à la MOE. Les observations faites lors de ces réunions, seront consignées dans le journal de chantier et feront l’objet d’un compte-rendu remis au Chef de Service.

- **Le Contrôle des dispositions techniques : notamment :**

- a) La vérification de la conformité des documents produits par les prestataires ;
- b) Le contrôle de l’organisation du chantier et la vérification des moyens techniques des prestataires en tenant compte des programmes d’exécution et des chronogrammes prévisionnels ;
- c) La vérification et la mise en œuvre par les prestataires des procédures de plans d’assurance qualité et la participation à l’application de ces procédures pour ce qui relève des aspects soumis à la décision de la MOE ;
- d) La vérification de la conformité des travaux aux projets d’exécution approuvés, aux plans contractuels, aux prescriptions des documents contractuels et aux Ordres de Service ;
- e) L’approbation des corrections apportées éventuellement par les prestataires au Projet ;
- f) La préparation des décisions techniques à prendre par le Chef de Service compte tenu de l’avancement des travaux, des difficultés rencontrées et des évènements non prévisibles ;
- g) Le contrôle de la mise en œuvre des infrastructures (actives et passives) de réseau de communications électroniques haut débit mobile 3G/4G dans les zones rurales ;
- h) La MOE effectuera tout essai nécessaire au respect des prescriptions techniques des travaux ;
- i) Les mesures d’atténuation de l’impact des travaux sur l’environnement ;

Afin d’exercer les contrôles généraux des travaux, les visites de chantier auront lieu régulièrement comme indiqué ci-dessus, et aussi inopinément en tant que de besoin. La MOE est tenue d’être présent à chaque visite ainsi que lorsque les décisions à prendre le nécessitent.

Pour les visites, la MOE pourra être représentée par la ou les personnes qualifiées désignées.

- **La comptabilité des travaux et prestations**

Cette prestation comportera : la vérification et l’approbation des pièces de dépenses réglementaires telles que :

- a) Les états quantitatifs et des projets de décomptes établis par les divers intervenants, conformément au CCAP ;
- b) Les attachements de chantier (avance, approvisionnement, travaux terminés ou non etc.) ;
- c) Les attachements financiers (intérêts moratoires, pénalités, etc.) ;
- d) Les décomptes périodiques en conformité avec le CCAG ou le CCAP, sur la base des projets de décompte et factures remis par l’entreprise, validés et rectifiés ;

La MOE veillera notamment à ce que chaque décompte final soit présenté sous la même forme fonctionnelle que le détail estimatif. Il établira l’état des soldes à partir du décompte final et des derniers décomptes mensuels y correspondant.

Le décompte général doit comprendre :

- e) Le décompte final considéré ;
  - f) L’état de solde considéré ;
  - g) La récapitulation des acomptes mensuels et du solde, dont le résultat constitue le montant du décompte général ;
  - h) L’étude des nouveaux prix demandés, la vérification des sous détails des prix de l’Entreprise ;
  - i) La préparation des pièces, concernant le cautionnement et le nantissement des Marchés en ce qui concerne les mains levées ou autres formalités et leur présentation à la signature du Chef de Service.
- L’Assistance au Maître d’Ouvrage pour l’arbitrage et le règlement des litiges

La MOE est chargée d'examiner les réclamations des prestataires et intervenants, au cours des travaux et de les présenter au Chef de Service, de formuler des propositions et des conseils.

- j) La MOE assiste l'Administration en cas de réclamation des prestataires ou de tiers, contribue à la définition des missions d'expertise et instruit les mémoires des prestataires en cas de litiges.
- L'Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier
- k) Cette mission concerne la maîtrise de chantier. Elle comporte toutes les actions nécessaires à la bonne conduite des travaux, notamment :
- a) L'analyse et validation des tâches élémentaires : Pour le chantier et sur la base du projet d'exécution, la MOE est chargée de contrôler que le découpage du chantier en tâches élémentaires est réalisé de manière rationnelle et que chacune de ces tâches est en harmonie avec les techniques utilisées et le planning ;
- b) La coordination entre les intervenants : La MOE est chargée de veiller à ce que les intervenants dans le cadre du Marché des travaux (prestataires, fournisseurs d'accès internet, sous-traitants, etc.) agissent en parfaite cohérence ; il validera les propositions des entreprises dans ce domaine ;
- c) La planification du chantier : La MOE a en charge la réalisation et la mise à jour de la planification du chantier. Il fournira périodiquement, à l'Ingénieur les éléments suivants :
  - Un diagramme de GANTT sur lequel figureront obligatoirement les prévisions, l'encours et le réalisé ;
  - Éventuellement un graphique PERT lorsque l'organisation du chantier le justifiera ;
  - Une situation détaillée de l'avancement des travaux (quantités, ressources) dans laquelle apparaîtront les prévisions, l'encours et le réalisé
- d) Le suivi des prestataires : La MOE est chargée de contrôler les prestataires, et en particulier de veiller à ce qu'elles respectent les règles administratives et techniques qui leur sont imposées par le CCAG, le CCAP, le CCTG et le CCTP.

Il doit également assurer le contrôle des organisations du chantier et des modes opératoires des prestataires. Il doit leur apporter son assistance quant à la compréhension des dossiers techniques et administratifs et l'élaboration des pièces destinées au paiement des travaux.

- La vérification du respect des exigences environnementales et sociales
- Le Consultant devra :
- a) S'assurer du respect des mesures de sauvegardes environnementales et sociales par les entreprises des travaux ;
  - b) Relever toutes les non-conformités relatives à la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales et les notifier aux entreprises pour correction.
- c) **5.3 Mission 3 : Assistance aux opérations de recette technique et de réception provisoire**

Le Consultant sera chargé, dans le cadre de cette mission, de :

- **La régulation de l'achèvement des travaux**
- La MOE est chargée d'évaluer de manière précise les prévisions d'achèvement des travaux. Il doit régulièrement aviser le Maître d'ouvrage de l'évolution du chantier en particulier dans sa phase finale. Il doit exercer un encadrement constant des entreprises afin d'avoir une vision claire des contraintes de celles-ci vis-à-vis du respect des plannings.
- **L'organisation des opérations de réception des travaux**

La MOE organise sur le site les opérations de réception des travaux, fournitures et prestations, y compris les réceptions provisoires et partielles ;

- a) Il informe suffisamment à l'avance les différentes personnes concernées ;
- b) Il assure les liaisons entre les divers intervenants ;
- c) Il est tenu d'assurer le suivi des réserves formulées lors des opérations de réception, jusqu'à leur levée ;
- d) Il est chargé de l'examen des désordres signalés par le Maître d'Ouvrage et doit établir un rapport circonstancié précisant la nature et les origines de ces désordres et formulant des propositions quant à leur traitement ;
- e) Les opérations de réception couvriront non seulement la réception provisoire, mais également une mission, un (01) an plus tard, pour organiser la réception définitive.

- **La validation des dossiers des ouvrages exécutés**

La MOE établit la liste détaillée des documents constituant les dossiers des ouvrages exécutés (DOE). Il lui appartient de collecter et de vérifier les documents fournis, après exécution, par l'Entreprise (et notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution). Il doit soumettre à l'approbation de l'Ingénieur, les dossiers techniques des ouvrages exécutés après analyse de sa part.

La MOE remettra, après vérification, les documents ci-dessus au Maître d'ouvrage, en trois (03) exemplaires (co-signés par l'Entreprise, la MOE et l'Ingénieur).

## **6. DUREE DE LA MISSION**

La durée de réalisation de la prestation est de douze (12) mois, à compter de la date de notification de l'ordre de service et les lieux et l'exécution du mandat de la mission concernent les dix (10) régions du Cameroun : (ADAMAOUA, CENTRE, EST, EXTREME-NORD, LITTORAL, NORD, NORD-OUEST, OUEST, SUD, SUD-OUEST).

- **NB :**

- 1) 120 sites représentent la tranche ferme ;
- 2) 242 sites représentent la tranche conditionnelle.
- 3) Un même soumissionnaire peut être attributaire des (02) lots, à condition de justifier du personnel et du matériel pouvant couvrir les deux (02) lots.

## **7. PROFIL DU CONSULTANT**

Chaque consultant devra jouir du statut de cabinet ou de groupement d'entreprises remplissant les critères suivants :

- a) Dix (10) ans d'expérience minimale dans les missions de suivi et de contrôles des travaux dans le domaine des Télécommunications /TIC y compris les équipements actifs, passifs et solutions d'Energie ;
- b) Avoir mener au moins trois (03) missions de suivi et de contrôle des travaux de déploiement des réseaux de télécommunications. Les missions ponctuelles ou de courte durée (6 mois) ne seront pas considérées (des copies des contrats, des PV de réception et/ou d'attestation de bonne exécution sont exigées) ;
- c) Avoir réaliser au moins trois (03) missions de suivi et de contrôle du respect des exigences environnementales et sociales dans le cadre des travaux de réalisation des réseaux de télécommunication. Une mission ne peut être considérée qu'une seule fois lors de l'évaluation (des copies des contrats, des PV de réception et/ou d'attestation de bonne exécution sont exigées) ;

- d) Avoir réalisé au moins 2 missions d'évaluation de couverture et de qualité de service ou de supervision des travaux des réseaux de télécommunication radio (Micro-ondes, 2G, 3G/4G, 4G..) ;
- e) La maîtrise du contexte Camerounais et la réalisation des missions similaires au Cameroun ou en Afrique central serait un atout.

Chaque cabinet devra proposer une équipe d'intervention constituée des experts-clés indiqués comme suite :

- f) Un Chef de mission (BAC+5), Expert en Télécommunications, Réseaux TIC, avec une expérience justifiée de dix (10) ans en matière de gestion des projets des Télécommunications, notamment les réseaux de communications électroniques haut débit mobile (2G/3G/4G/4G) ;
- g) Un Expert Radio - mobile, (BAC+5) en Télécommunications, avec une expérience justifiée de huit (08) ans au moins dans le déploiement, le conseil ou le suivi des infrastructures actives et passives de réseaux des communications électroniques haut débit mobile (2G/3G/4G/4G) et de transmission ;
- h) Un Expert Génie Électrique (BAC +5) : avec une expérience justifiée d'au moins huit (08) ans dans le déploiement, le conseil ou le suivi des solutions électriques ;
- Un Environnementaliste : Expert en Environnement avec une expérience justifiée d'au moins cinq (05) ans dans le suivi du respect des exigences environnementales et sociales. Les exigences E&S appliquées aux réseaux des télécommunications serait un atout
- Des Superviseurs terrains : Outre le personnel clé, le Consultant doit proposer un ensemble de superviseurs terrain (BAC+3 au moins) lui permettant de se mobiliser sur les différentes régions selon le planning de réalisation des travaux. Le Consultant doit s'organiser de façon à mobiliser au moins 04 équipes en parallèle tout au long de la mission.

La présence d'au moins une expertise locale (à part le Chef de Mission), parmi les personnels clés est exigée au cas où le Consultant retenu provient d'un pays autre que le Cameroun.

Par ailleurs, le consultant devra proposer, s'il le juge nécessaire, des experts à mobiliser de façon ponctuelle en complément du personnel clé.

## 8. METHODE DE SELECTION

Il est porté à l'attention des Consultants que les Cabinets ou Groupement de Cabinets/Bureau d'études seront sélectionnés selon la Méthode « Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants » (SQC) telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale édition de Novembre 2020. La langue de travail est le français et l'anglais. Il est également porté à l'attention des Consultants que les dispositions relatives aux règles de la Banque Mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

## 9. CONTENU DES MANIFESTATIONS À ADRESSER AU PATNUC

Le Coordonnateur National du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) invite, en vue d'élaborer la liste restreinte, les consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets/groupement de cabinets intéressés doivent fournir les informations (dépliants, brochures, etc.) indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services. Cette manifestation rédigée en français ou en anglais devra contenir :

- Une lettre de motivation ;
- La justification du statut juridique du consultant
- La méthodologie de travail accompagnée d'un calendrier de mobilisation des experts impliqués ;

- Les pièces justificatives (copies des marchés similaires ou contrat, attestation de services fait, référence des experts) permettant la vérification des critères de sélection tel que présenté ci-dessus.

#### 10. CONTACT ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les dossiers doivent parvenir au plus tard le 07 OCT 2025 à 16 heures :

- Soit par courriel à : [elsiddik22@gmail.com](mailto:elsiddik22@gmail.com) avec copie à [thierry.bessala@gmail.com](mailto:thierry.bessala@gmail.com) ;
- Soit déposés sous pli fermé en cinq (05) exemplaires (un original et quatre copies) à l'Unité de gestion du Projet, à la nouvelle route Bastos, derrière Tradex, bâtiment Ancien SNV. Tél. : +237 222 232 628. (Coordonnées géographiques : 3.88433, 11.51239) portant la mention :

« AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERET  
 N° 13 /MINPOSTEL/PATNUC/UGP/RC2/SPM/SJPM/2025 DU 2 SEPT 2025 RELATIF A LA SELECTION DE  
 DEUX (02) CONSULTANTS EN CHARGE DE LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE SUIVI ET LE RESPECT DU  
 CAHIER DES CHARGES RELATIFS AUX TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE MISE EN SERVICE DES  
 INFRASTRUCTURES DE RESEAU DE COMMUNICATION ELECTRONIQUES HAUT DEBIT MOBILE (3G/4G/4G)  
 DANS LES ZONES RURALES ( 362 LOCALITES) DANS LE CADRE DU PROJET D'ACCELERATION DE LA  
 TRANSFORMATION NUMERIQUE AU CAMEROUN (PATNUC). »

Yaoundé le, 22 SEPT 2025  
 Le Coordonnateur National du PATNUC  
 Dr MFUH Windfred FUAYE KENJI

#### Ampliations:

- PATNUC;
- ARMP;
- SOPECAM;
- ARCHIVES;
- AFFICHAGE.



**CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST No. 013/ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/RC2/SPM/SJM/2025  
FOR THE SELECTION OF TWO (02) CONSULTANTS RESPONSIBLE FOR THE PROJECT MANAGEMENT FOR  
THE MONITORING AND COMPLIANCE WITH THE SPECIFICATIONS RELATING TO THE INSTALLATION AND  
COMMISSIONING OF MOBILE BROADBAND ELECTRONIC COMMUNICATIONS NETWORK  
INFRASTRUCTURES (3G/4G/4G) IN RURAL AREAS (362 LOCALITIES) WITHIN THE FRAME WORK OF THE  
PROJECT FOR THE ACCELERATION OF DIGITAL TRANSFORMATION IN CAMEROON (PATNUC).**

**DATE: 22 SEPT 2025**

**FUNDING: IDA 69870-CM**

## 1. CONTEXT

The Cameroon Digital Transformation Acceleration Project (PATNUC), which is the result of an agreement between the Government of Cameroon and the World Bank, aims to increase digital inclusion and the use of digital agricultural solutions by smallholder farmers involved in targeted agricultural value chains. PATNUC embodies the digital transformation approach, targeting a highly strategic sector for Cameroon while proposing to reform the regulatory framework for the Information and Communication Technology (ICT) sector. With its investment in connectivity and digital skills, this project supports interventions that leverage digital innovations to stimulate economic growth.

PATNUC is structured around four components: (i) Digital strategy, public policy and regulation for digital inclusion and transformation; (ii) Digital connectivity and inclusion; (iii) Facilitating the implementation of data-driven digital solutions in the agricultural sector; and (iv) Project management and citizen engagement. In its sub-component 2.1: Extension of digital networks as part of a Maximizing Finance for Development (MFD) approach, the project aims to truly enable high-speed mobile digital connectivity in rural areas not served by mobile phone operators (known as 'white areas'), within the framework of the Project for the Acceleration of Digital Transformation in Cameroon (PATNUC).

In the specific case of high-speed digital connectivity in rural areas, this restricted direct consultation procedure using a 'reverse auction' will detail the quality of digital connectivity required for a minimum level of service (telephony, broadband internet access, mobile payment options and other possible services), and will lead to the selection of bidders based on the main criterion of the lowest subsidy request.

As the draft tender documents have already been drawn up and in view of the scale of the work to be carried out within the framework of this activity, PATNUC is considering contracting a project manager to provide technical oversight of the work and ensure that the services provided comply with the specifications for the service in question.

## **2. OBJECTIVES OF THE MISSION**

This call for tenders involves monitoring and checking the compliance of works and the quality of communication services provided in relation to mobile telephone and internet connectivity in rural areas.

## **3. THE CONSULTANT'S MANDATE**

Within the framework of this service, the Consultant shall monitor and verify the compliance of the works and the quality of broadband electronic communications services in relation to high-speed internet connectivity at the six (06) airports.

This will involve:

- Validating the design of the 3G/4G mobile broadband electronic communications network in rural areas;
- Validating the electrical architectures for the operation of these telecommunications infrastructures;
- Monitoring site deployment in accordance with operators' timetables;
- Verifying operators' compliance with technical specifications;
- Verifying coverage and quality of service in the localities concerned;
- Verifying compliance with environmental and social standards by operators and their subcontractors in the field;
- Conducting operational tests of the various services prescribed to the various successful operators and assisting with provisional acceptance operations.

**NB:** The tenderer may propose any other service that would enhance its technical offer with a view to meeting the client's needs. In any event, the proposed solution must comply in all respects with the operating procedures as described in these terms of reference

## **4. SCOPE OF WORK**

### **4.1 Services and Quality of services**

The solutions expected from operators must enable them to provide at least the following services through the implementation of 3G/4G technology:

- Telephone service (national and international);
- Internet access service with a minimum download speed of 512 Kbit/s and a minimum upload speed of 128 Kbit/s
- SMS service.

In addition to the 3G/4G technology required in this tender for infrastructure works, the successful operators will also be required, for lots 1, 2, 3 and 4 (see point 13: appendix), to install and operate equipment enabling the provision of 3G/4G services (voice/SMS/data). They will also retain the option, if they so wish, to implement 4G technology.

In particular, given the issues of terminal compatibility, bidders' attention is drawn to the obligation, under this tender, to implement equipment enabling the population to access a 3G/4G service for lots 1, 2, 3 and 4 (see point 13: appendix).

#### **4.2 Equipments and radio sites**

For base station products and solutions, whose specifications are described in the tender documents, it is important to note that the project managers will ensure that operators and their subcontractors in the field comply with the tender documents and environmental and social standards:

- 1) Rural sites must be delivered turnkey. Operators shall provide an end-to-end solution suitable for rural areas, including a tower, solar system, battery, RAN, antenna, controller, RAN monitoring system, transmission monitoring system, power supply monitoring system and related products, etc. Operators must provide detailed specification documents.
- 2) The site and equipment must be installed and commissioned within a period not exceeding the project implementation period.
- 3) The operator must have the radio access network, transmission network, core network and other network elements that ensure the commercial operation of the communications network in Cameroon, in order to guarantee that the rural network deployed under this tender can easily access the existing network and provide stable communications services (voice and data).

To ensure product quality and user experience, the main components of rural sites must meet the following requirements:

##### **4.2.1 Radio Access Network (RAN) Specifications:**

- a) The rural coverage solution must support at least 3G and 4G networks and support gradual evolution through software upgrades, without any hardware changes, including poles or towers;
- b) Antenna type: for villages (population <2,000), minimum 11 dBi Omni antenna; for villages (population >2,000), minimum 15 dBi Cluster antenna.
- c) For villages (population <2000), the initial configuration is G4U1L1. For villages (population >2000), the initial configuration is G4U1L1. However, given the growth in the village population and the number of users in the future, the need for services will increase. Therefore, the solution provided by the bidder must support upgrading to G4U111 L111 only through software without changing or adding hardware in order to avoid multiple site visits.
- d) The proposed solution must support controller redundancy and remote RAN monitoring for network and service performance analysis.

In the dual-mode configuration, the power consumption of the proposed solution for the small village (population <3k) should not exceed 150W, and the power consumption of the proposed solution for the large village (population >3k) should not exceed 420W, including a baseband unit, an RF unit, and transmission.

- f) It is recommended that the design should follow the configuration GSM 20W/TRX, UMTS 20W/Cell, LTE 20W/Cell.

#### 4.2.2 TRANSMISSION (Backhauling)

- a) The proposed solution must support microwaves, with a link distance of at least 35 km;
- b) Support for remote microwave monitoring, including network performance and service analysis;
- c) The proposed solution must support backhaul with VSAT if necessary;
- d) The proposed solution must support the LTE relay function.

The following functions must be supported:

- i) The distance of the LTE relay solution should support up to 40 km with the NLOS function;
- ii) The LTE Relay solution should support QoS adjustment for managing carrier service priorities. And the QoS function must be clearly described;
- iii) The LTE relay solution should support SIM-cardless network access, and the reliability of the solution must be carrier-grade, not consumer-grade;
- iv) The LTE relay solution should support operation and maintenance with existing NMS (network management systems) without adding additional dedicated network management systems;
- v) The LTE Relay solution should support core network decoupling, meaning that it does not require a software or hardware upgrade or configuration change on the core network, making the network architecture simpler and easier to deploy.

#### 4.2.3 ENERGY SYSTEM

- a) All batteries should be lithium (minimum cycle life of 3,500 cycles);
- b) The peak power output panel must exceed 500W/PCs for the power supply system;
- c) The energy system must provide 48 hours of autonomy under all operating conditions, even in the event of a power cut;
- d) Operational power is essential for remote management and local management of the mobile application :
  - i) Visible solar energy and battery operating status;
  - ii) Calculation of solar yield, cell status, SOC/SOH group, quick troubleshooting;
  - iii) Remote battery testing without going to the site location;
  - iv) Remote PV fault diagnosis without going to the site location;
- a) The battery must have an anti-theft design. The battery input and output must be locked.
- b) Each PV should be equipped with an optimizer to reduce the impact of tower blocking and ensure that the solar energy input can be disconnected during maintenance.

#### 4.2.4 INFRASTRUCTURE

- a) All power supply equipment will be installed on the tower, which should be able to support 16 solar panels and a 500AH lithium battery.
- b) The tower should have an anti-climb design. The pole design must comply with ANSI/TIA-222-G, the wind resistance design should withstand a basic wind speed of 45m/s (3s gust duration), and the tower design exposure category is C;
- c) The maximum tilt is 0.5° for all masts;
- d) Provide lightning protection and surge protection, and the site surge resistance is less than 10 ohms.

## 5. MISSION ENTRUSTED TO THE PROJECT MANAGEMENT TEAM

The project management services include technical supervision of the works covered by the contracts to be awarded to contractors for the commissioning of 3G/4G mobile broadband electronic communications network infrastructure (active and passive) in rural areas. In addition, the project manager will be responsible for ensuring compliance with environmental and social standards, in particular:

- Ensure that all workers have a formal employment contract that complies with national legislation and the E&S framework of the PATNUC project;
- Ensure compliance with safety rules and the availability of Personal Protective Equipment (PPE);
- Ensure that all workers sign codes of conduct to protect against the risks of Sexual Harassment/Abuse and Sexual Exploitation (SHA/SE).

These services comprise three (03) tasks:

- Task 1: Reviewing compliance with the project and approving the detailed design.
- Task 2: Managing the execution of works contracts (DET), scheduling, steering and coordinating construction sites (OPC).
- Task 3: Assisting with acceptance operations.

### 5.1 Task 1.: Review of project compliance and approval of detailed design

This includes:

Approval of implementation plans: The project manager is responsible for ensuring that they comply with the project and that any variations taken into account effectively correspond to those approved by the client.

They must systematically affix their stamp with the words 'Approved' or 'Ready for execution', as appropriate, on all documents or plans produced by the contractors before or during the works.

Documents approved by the Project Manager (PM) must, prior to execution, be stamped by the Contract Engineer with the words 'Approved for execution'.

Analysis and validation of the provisional schedule of works to be carried out on each of the sites within the scope and preparation of the summary files necessary for the smooth running of the works;

Alerting the contract engineer of any problems with the execution of the work: The preferred method of notification is delivery against a dated and signed acknowledgement of receipt, failure to do so will lead to serving a formal correspondence or any other means agreed upon at the start of the assignment.

### 5.2 Task 2.: Management of the execution of works contracts, scheduling, supervision and coordination of construction sites. (DET, OPC)

- The Consultant (Project Manager) will be responsible for:

Supervising regular meetings and producing minutes and monthly reports: Weekly meetings will be organized to enable the Representative of the Project owner and the Contract Engineer to review the progress of the work monitored in the field by the Project Manager and the Service Provider. Other meetings may also be organized at the express request of the Representative of the Project owner or the Contract Engineer.

- Organization of regular site meetings with the teams of the works contractor, and if possible in the presence of the Contract Engineer: The Project Manager will keep a site logbook in which all observations will be recorded, both their own and those of all other parties involved in monitoring the works. This logbook will also list all Service Orders sent to the Contractors. These logs will become the property of the Project Owner, to whom they will be handed over at the end of the project. It should be noted that these tasks are the responsibility of the Project Management. The observations made during these

meetings will be recorded in the site log and will be included in a report submitted to the Representative of the Project owner.

- **Control of technical provisions: in particular:**

- a) Verification of the compliance of documents produced by service providers;
- b) Inspection of the organization of the worksite and verification of the technical resources of service providers, taking into account implementation programs and provisional timetables;
- c) Verifying and implementing quality assurance plan procedures by service providers and participating in the application of these procedures for matters subject to the MOE's decision;
- d) Verifying the compliance of the work with the approved execution plans, contractual plans, contractual document requirements and Service Orders;
- e) Approval of any corrections made by service providers to the Project;
- f) Preparation of technical decisions to be taken by the Head of Department, taking into account the progress of the work, any difficulties encountered and unforeseeable events;
- g) Monitoring the implementation of 3G/4G mobile broadband electronic communications network infrastructure (active and passive) in rural areas;
- h) The MOE shall carry out any tests necessary to ensure compliance with the technical specifications of the works;

i) i) Measures to mitigate the impact of the works on the environment;

In order to carry out general checks on the works, site visits will take place regularly as indicated above, and also unannounced as necessary. The project manager is required to be present at each visit and whenever decisions need to be made.

For visits, the MOE may be represented by the designated qualified person(s).

- **Accounting for works and services**

This service will include: verification and approval of regulatory expense documents such as:

- a) Quantitative statements and draft statements prepared by the various parties involved, in accordance with the CCAP;
- b) Site attachments (advance payments, supplies, completed or uncompleted work, etc.);
- c) Financial attachments (interest on arrears, penalties, etc.);
- d) Periodic statements in accordance with the CCAG or CCAP, based on draft statements and invoices submitted by the company, validated and corrected;

The MOE shall ensure, in particular, that each final statement is presented in the same functional format as the estimated breakdown. It shall draw up the statement of balances based on the final statement and the corresponding latest monthly statements.

The general statement must include:

- a) The final statement in question;
  - b) The balance sheet in question;
  - c) A summary of the monthly instalments and the balance, the result of which constitutes the amount of the general statement;
  - d) A review of the new prices requested and verification of the Company's price details;
  - e) Preparation of documents relating to the surety and pledge of Contracts with regard to waivers or other formalities and their presentation to the Head of Department for signature.
- Assisting the Project Owner with arbitration and dispute resolution

- f) The Project Management Organization is responsible for examining claims from service providers and contractors during the course of the work and presenting them to the Head of Department, as well as formulating proposals and advice.
- g) f) The MOE assists the Administration in the event of claims from service providers or third parties, contributes to the definition of expert missions and examines the service providers' statements in the event of disputes.
- Scheduling, management and coordination of the construction site

This mission concerns site management. It includes all actions necessary for the proper conduct of the works, in particular:

- a) Analysis and validation of basic tasks: For the site and on the basis of the execution project, the MOE is responsible for checking that the division of the site into basic tasks is carried out in a rational manner and that each of these tasks is in harmony with the techniques used and the schedule;
- b) Coordination between stakeholders: The project manager is responsible for ensuring that all parties involved in the works contract (service providers, internet service providers, subcontractors, etc.) act in a fully coordinated manner; they will validate proposals from companies in this area;
- c) Site planning: The project manager is responsible for drawing up and updating the site schedule. They shall periodically provide the engineer with the following:
  - A GANTT chart showing forecasts, work in progress and completed work;
  - A PERT chart, if justified by the organization of the site;
  - A detailed status report on the progress of the work (quantities, resources) showing forecasts, work in progress and actual results.
- d) Monitoring service providers: The MOE is responsible for monitoring service providers, and in particular for ensuring that they comply with the administrative and technical rules imposed on them by the CCAG, CCAP, CCTG and CCTP.

He must also supervise the organizations on site and the working methods of service providers.

He must assist them in understanding technical and administrative files and in preparing documents for the payment of works.

- Verification of compliance with environmental and social requirements.

The Consultant shall:

- a) Ensure compliance with environmental and social safeguards by contractors;
- b) Identify any non-compliance with environmental and social measures and notify contractors for correction.
- c) 5.3 Task 3.: Assistance with technical acceptance and provisional acceptance procedures

Within the framework of this assignment, the Consultant will be responsible for:

- Regulation of the completion of works

The project manager is responsible for accurately assessing the expected completion date of the works. They must regularly inform the client of the progress of the project, particularly in its final phase. They must constantly supervise the contractors in order to have a clear understanding of any constraints they may face in terms of meeting deadlines.

#### **- Organising the handover of works**

The MOE organizes the acceptance of works, supplies and services on site, including provisional and partial acceptance;

- a) It informs the various parties concerned sufficiently in advance;
- b) It liaises between the various parties involved;
- c) It is responsible for following up on any reservations made during the acceptance process until they are resolved;
- d) It is responsible for examining any defects reported by the Project Owner and must draw up a detailed report specifying the nature and origins of these defects and making proposals for their treatment;
- e) The acceptance operations will cover not only provisional acceptance, but also a mission, one (01) year later, to organize final acceptance.

#### **Validation of documentation for completed works**

The MOE draws up a detailed list of the documents constituting the as-built files (DOE). He is responsible for collecting and checking the documents provided by the Contractor after completion (in particular the general and detailed plans in accordance with the work carried out). He must submit the technical files for the works carried out to the Engineer for approval after analysis.

After verification, the Project Manager shall submit the above documents to the Project Owner in three (03) copies (co-signed by the Contractor, the Project Manager and the Engineer).

### **6. DURATION OF THE MISSION**

The duration of the service is twelve (12) months from the date of notification of the service order, and the locations and execution of the mission mandate covers the ten (10) Regions of Cameroon: (ADAMAOUA, CENTRE, EAST, FAR NORTH, LITTORAL, NORTH, NORTH-WEST, WEST, SOUTH, SOUTH-WEST).

NB:

- 1) 120 sites represent the fixed phase;
- 2) 242 sites represent the conditional phase.
- 3) A single bidder may be awarded both lots, provided that they can demonstrate that they have the personnel and equipment to cover both lots.

### **7. CONSULTANT'S PROFILE**

Each consultant must have the status of a firm or consortium of companies meeting the following criteria:

- a) A minimum of ten (10) years' experience in monitoring and controlling of works in the field of telecommunications/ICT, including active and passive equipment and energy solutions;

- b) Have carried out at least three (03) monitoring and control assignments for the deployment of telecommunications networks. One-off or short-term assignments (6 months) will not be considered (copies of contracts, acceptance reports and/or certificates of satisfactory execution are required);
- c) Have carried out at least three (03) missions to monitor and control compliance with environmental and social requirements in the context of telecommunications network construction works. A mission can only be considered once during the evaluation (copies of contracts, acceptance reports and/or certificates of satisfactory execution are required);
- d) Have carried out at least two missions to assess coverage and service quality or to supervise work on radio telecommunications networks (microwave, 2G, 3G/4G, 4G, etc.);
- e) A knowledge of the Cameroonian context and experience of similar missions in Cameroon or Central Africa would be an asset.

Each firm must propose a project team consisting of the following key experts:

- a) A Project Manager (BAC+5), expert in telecommunications and ICT networks, with proven experience of ten (10) years in telecommunications project management, particularly in mobile broadband electronic communications networks (2G/3G/4G/4G);
- b) A Mobile Radio Expert (BAC+5) in Telecommunications, with at least eight (08) years of proven experience in the deployment, consulting or monitoring of active and passive infrastructure for mobile broadband electronic communications networks (2G/3G/4G/4G) and transmission;
- c) An Electrical Engineering Expert (BAC+5): with at least eight (08) years of proven experience in the deployment, consulting or monitoring of electrical solutions;
- An Environmentalist: Environmental Expert with at least five (05) years of proven experience in monitoring compliance with environmental and social requirements. E&S requirements applied to telecommunications networks would be an asset
- Field supervisors: In addition to key personnel, the Consultant must propose a team of field supervisors (minimum 3 years of higher education) to enable it to mobilize in the various Regions according to the work schedule. The Consultant must organise himself so as to mobilise at least 4 teams in parallel throughout the mission.

The presence of at least one local expert (apart from the Head of Mission) among the key personnel is required if the selected Consultant comes from a country other than Cameroon.

In addition, the Consultant shall propose, if deemed necessary, experts to be mobilized on an ad hoc basis to complement the key personnel.

## 8. SELECTION METHOD

Consultants are advised that firms or groups of firms/consulting firms will be selected using the "Consultant Qualification-Based Selection Method " (SQC) as described in the Procurement Regulations for Borrowers Seeking Investment Project Financing (IPF) from the World Bank, November 2020 edition. The working languages are French and English. Consultants are also advised that the World Bank's rules on conflicts of interest apply.

## 9. CONTENT OF BIDS TO BE SENT TO PATNUC

The National Coordinator of the Project for the Acceleration of Digital Transformation in Cameroon (PATNUC) invites eligible consultants to express their interest in providing the services described above, with

a view to come up with a shortlist. Interested firms/consortia must provide information (leaflets, brochures, etc.) indicating that they are qualified to perform the services. This expression of interest, written in French or English, must contain:

- A cover letter;
- Proof of the consultant's legal status;
- A working methodology, accompanied by a schedule for the mobilization of the experts involved;
- Supporting documents (copies of similar contracts or agreements, certificates of service, references for experts) enabling verification of the selection criteria as presented above.

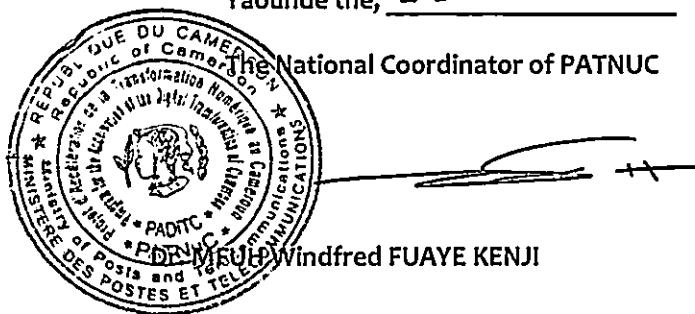
## 10. CONTACT AND ADDITIONAL INFORMATION

Applications must be submitted latest by 4 p.m. on the 07 OCT 2025:

- Either by e-mail to: elsiddik22@gmail.com with a copy to thierry.bessala@gmail.com ;
- Or submitted in a sealed envelope in five (05) copies (one original and four copies) to the Project Implementation Unit, at the nouvelle route Bastos, behind Tradex, former SNV building. Tel.: +237 222 232 628. (Geographical coordinates: 3.88433, 11.51239) marked:

« CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST No. 013 /ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/RC2/SPM/SJPM/2025  
FOR THE SELECTION OF TWO (02) CONSULTANTS RESPONSIBLE FOR THE PROJECT MANAGEMENT FOR  
THE MONITORING AND COMPLIANCE WITH THE SPECIFICATIONS RELATING TO THE INSTALLATION AND  
COMMISSIONING OF MOBILE BROADBAND ELECTRONIC COMMUNICATIONS NETWORK  
INFRASTRUCTURES (3G/4G/4G) IN RURAL AREAS (362 LOCALITIES) WITHIN THE FRAME WORK OF THE  
PROJECT FOR THE ACCELERATION OF DIGITAL TRANSFORMATION IN CAMEROON (PATNUC). »

Yaoundé the, 22 SEPT 2025



### Ampliations:

- PATNUC;
- ARMP;
- SOPECAM;
- ARCHIVES;
- BOARD.